

Φ LEÇON n°4	QU'EST-CE QU'UNE BONNE ACTION ?
Plan de la leçon	Introduction : la morale et le devoir 1. Bien agir, est-ce chercher le bonheur d'autrui ? 2. Deux cas pratiques : le mensonge et le dilemme du tramway
Perspectives	2. La morale et la politique
NOTION PRINCIPALE	DEVOIR
Notions secondaires	<i>Liberté, Justice, Bonheur, Raison</i>
Repères conceptuels	Nécessité / Contrainte / Obligation
Auteurs étudiés	J.-J. Rousseau, J. Bentham, E. Kant, B. Constant, F. Foot
Travaux	- Reprendre dans un carnet les définitions du cours à retenir. - Écrire une courte synthèse de la leçon lorsqu'elle est terminée (vous pourrez être interrogés au début de la leçon suivante) : Qu'est-ce que j'ai retenu ? (Je note les idées-clés que je retiens de la leçon, les thèses des auteurs ou les questions qu'ils posent)

Introduction : la morale et le devoir

Qu'est-ce qu'un devoir moral ?

1. **Agir par devoir**, c'est s'obliger à faire quelque chose que l'on pourrait éviter de faire (aider quelqu'un, par exemple). Le devoir est donc synonyme d'**obligation**.
2. Cette obligation implique d'avoir le choix, donc d'être libre (si j'aide quelqu'un qui me menace d'une arme, il ne s'agit pas d'une obligation mais d'une contrainte : dans cette situation, je n'aide pas par devoir. Je n'agis pas librement, mais par nécessité). Cette liberté de faire ou ne pas faire une action morale se nomme **liberté morale**.
3. Les choix moraux impliquent donc une **responsabilité** : puisque nous avons agi librement, nous sommes responsables de nos actes (= nous avons agi volontairement et en assumons les conséquences). Ceux qui agissent sous la contrainte sont considérés comme irresponsables (ils n'ont pas à assumer leurs actes, car ils ne dépendaient pas d'eux).

Nécessité, contrainte et obligation

Exercice	Jean-Jacques Rousseau, <i>Du contrat social</i> (1762)
<p>Dans le langage courant, on confond facilement ce que je suis <i>contraint</i> de faire avec ce que je suis <i>obligé</i> de faire ou ce qu'il est <i>nécessaire</i> de faire. Or, l'expression « il faut » peut avoir trois sens distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une nécessité est ce que je ne peux pas ne pas faire ; - une contrainte est ce que je dois faire sous la pression d'une force extérieure ; - une obligation est ce que je dois faire volontairement parce que ma conscience me l'impose. 	<p>Le plus fort n'est jamais assez fort pour être toujours le maître, s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir. De là le droit du plus fort ; droit pris ironiquement en apparence, et réellement établi en principe. Mais ne nous expliquera-t-on jamais ce mot ? La force est une puissance physique ; je ne vois point quelle moralité peut résulter de ses effets. Céder à la force est un acte de nécessité, non de volonté ; c'est tout au plus un acte de prudence. En quel sens pourra-ce être un devoir ? (...) Qu'un brigand me surprenne au coin d'un bois, non seulement il faut par force donner la bourse, mais quand je pourrais la soustraire, suis-je en conscience obligé de la donner ? Car, enfin, le pistolet qu'il tient est une puissance.</p>
<p>► Dans un tableau, classez ces exemples selon qu'ils relèvent d'une nécessité, d'une contrainte ou d'une obligation.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Il faut obéir au tyran. 2. Il faut manger pour vivre. 3. Il ne faut pas mentir. 4. Il faut obéir à sa conscience. 5. Il faut céder à la pression du groupe. 6. Il faut mourir un jour. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Quelle est la différence entre "force" et "droit" ? 2. Pourquoi le "droit du plus fort" n'est pas réellement un droit ? 3. Selon Rousseau, l'obéissance au brigand est-elle plutôt une nécessité, une contrainte ou une obligation ?

Morale et éthique

Lorsque nous agissons et que notre action peut avoir des conséquences sur autrui, nous nous conformons généralement à des devoirs moraux (par exemple : "*respecter autrui*", "*ne pas voler*", "*ne pas mentir*", etc.). Nous agissons donc en fonction d'une certaine morale.

Étymologiquement, le mot "morale" vient du latin *mores*, qui signifie "mœurs" (les habitudes, coutumes, comportements d'un groupe social). **La morale est l'ensemble des règles de conduite reconnues par les membres d'une société ou d'un groupe de personnes.**

Agir moralement, c'est donc être juste. Au **sens moral**, la justice est synonyme de recherche du bien ou d'acte légitime (chercher la justice, c'est chercher à atteindre ou à faire le bien). Ce "bien" varie selon les morales (cela peut être la générosité, l'égalité, l'épanouissement de l'individu, l'altruisme, etc.).

La morale ne devrait pas consister à obéir aveuglément à des règles. Une action réellement morale consiste à **bien agir tout en sachant pourquoi cet acte est bon**. La morale implique une part de réflexion : dans ce cas, elle devient une **éthique** (une morale personnelle, réfléchie). **L'éthique** est donc une réflexion sur les fondements de la morale. Il s'agit de réfléchir à des principes universels, permettant de dégager une définition du bien et du mal, du juste et de l'injuste.

1. Bien agir, est-ce chercher le bonheur d'autrui ?

1. Expliquez la citation suivante.
2. Discutez l'affirmation de David Hume.

« Il n'est pas contraire à la raison de préférer la destruction du monde entier à l'égratignure de mon doigt. »
David Hume

1. La réponse de l'éthique utilitariste

L'éthique utilitariste est une éthique des conséquences (ou « conséquentialisme »). L'utilitarisme repose sur le calcul des conséquences de nos actions. Une action est juste si ses conséquences sont utiles (c'est-à-dire bonnes), et elle est injuste si ses conséquences sont nuisibles (c'est-à-dire mauvaises). Mais qu'est-ce qu'une conséquence utile ? C'est une action qui contribue à améliorer la situation générale des êtres humains, leur bonheur. L'éthique utilitariste affirme donc que la fin justifie les moyens : si la fin (la finalité, le but de notre action) est bonne (maximiser le bonheur : produire du bonheur pour le plus grand nombre), alors tous les moyens employés sont légitimes.

Jeremy Bentham, *Déontologie ou science de la morale* (1814)

Qu'est-ce que le bonheur ? C'est la possession du plaisir avec exemption de peine. Il est proportionné à la somme des plaisirs goûtés et des peines évitées. Et qu'est-ce que la vertu ? C'est ce qui contribue le plus au bonheur, ce qui maximise les plaisirs et minimise les peines. Le vice, au contraire, c'est ce qui diminue le bonheur et contribue au malheur.

La première loi de notre nature, c'est de désirer notre propre bonheur. Les voix réunies de la prudence et de la bienveillance effective se font entendre et nous disent : travaillez au bonheur des autres ; cherchez votre propre bonheur dans le bonheur d'autrui.

(...) Car comment obtiendra-t-on le bonheur de tous dans la plus grande proportion possible, si ce n'est à la condition que chacun en obtiendra pour lui-même la plus grande quantité possible ?

1. Comment Bentham définit-il la vertu morale et son contraire, le vice ?
2. Pourquoi doit-on travailler au bonheur d'autrui avant de travailler à son propre bonheur ?

Jeremy Bentham, *Principes de morale et de législation* (1780)

La nature a placé l'humanité sous l'autorité de deux maîtres absolus: le plaisir et la douleur. (...) Le principe d'utilité reconnaît cette sujétion et en fait le fondement du système dont l'objectif est d'élever l'édifice du Bonheur à l'aide de la raison et de la loi...

Par utilité on entend la possession de tout objet grâce auquel on tend à obtenir un profit, un avantage, un plaisir, un bien ou le bonheur ; ou à prévenir un échec, une peine, un mal, ou le malheur de qui que ce soit, qu'il s'agisse de la société en général ou de l'individu...

On peut dire d'une action qu'elle est conforme au principe d'utilité lorsque sa tendance à accroître le bonheur de la société est supérieure à ce qui le diminue.

1. Qu'est-ce que « l'utile » pour un individu, selon J. Bentham ?
2. Qu'est-ce que le « principe d'utilité » ?

1.2. La réponse de l'éthique déontologique

L'éthique du devoir (qu'on appelle également **éthique déontologique** ou déontologisme), affirme que nous devons fonder nos actions sur des principes, des devoirs, ou encore des impératifs moraux. Par exemple : toujours aider autrui quand il en a besoin ; ne jamais pas mentir ; ne pas faire souffrir ; respecter ses promesses. Ces principes sont inconditionnels : cela signifie qu'on ne peut jamais y déroger, y désobéir. Ils ne sont pas justifiés par la situation ou par les conséquences de nos actions ("La fin ne justifie pas les moyens"). Ils sont donc intrinsèquement moraux, ils sont bons en soi et ils sont universels, valables en tout temps et en tous lieux.

Emmanuel Kant, *Fondation de la métaphysique des mœurs* (1785)

Il n'y a donc qu'un unique impératif catégorique, et c'est celui-ci : *Agis seulement d'après la maxime [1] grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle.*

Par exemple, un individu se voit pressé par le besoin d'emprunter de l'argent. Il sait parfaitement qu'il ne pourra rembourser, mais voit aussi qu'on ne lui accordera aucun prêt s'il ne promet pas avec fermeté de rendre l'argent à un moment déterminé. Il a envie de faire une telle promesse ; mais il conserve encore assez de conscience morale pour se demander : n'est-il pas interdit et contraire au devoir de se tirer d'affaire par un tel expédient [2] ?

À supposer qu'il se résolve pourtant à y recourir, la maxime de son action s'énoncerait ainsi : quand je me crois à court d'argent, j'accepte d'en emprunter et de promettre de le rendre, bien que je sache que tel ne sera jamais le cas. Sans doute ce principe de l'amour de soi ou de l'utilité personnelle est-il compatible, éventuellement, avec tout mon bien-être futur, mais pour l'instant la seule question est de savoir si c'est juste.

Je transforme donc la prétention de l'amour de soi en une loi universelle et construis la question suivante : qu'advierait-il dès lors que ma maxime serait érigée [3] en loi universelle ? Mais dans ce cas je vois d'emblée qu'elle ne pourrait jamais acquérir la valeur d'une loi universelle (...), mais qu'inévitablement, il lui faudrait se contredire. Car universaliser une loi selon laquelle chaque individu croyant être dans le besoin pourrait promettre tout ce qui lui vient à l'esprit, avec l'intention de ne pas tenir ses promesses, cela reviendrait à rendre même impossible le fait de promettre, ainsi que le but qu'on peut lui associer, dans la mesure où personne ne croirait à ce qu'on lui promet, et qu'au contraire tout le monde rirait de telle déclaration en n'y voyant que de vains subterfuges [4].

[1] Maxime : règle d'action personnelle. [2] Expédient : moyen provisoire et facile pour régler un problème [3] Ériger : élever

[4] Subterfuge : moyen détourné et malhonnête

1. Voir ci-dessous l'explication de l'impératif catégorique kantien.
2. Expliquez en quoi consiste la situation morale qu'examine Kant.
3. Quelle est la maxime à partir de laquelle une personne agit dans cette situation ?
4. Pourquoi cette maxime ne peut pas être universelle ?

L'impératif catégorique

- « *Agis seulement d'après la maxime...* » : face à un problème moral, il faut agir en partant d'une règle de conduite ;
- « *... grâce à laquelle tu peux vouloir en même temps qu'elle devienne une loi universelle.* » : cette règle à partir de laquelle nous allons agir ne doit pas seulement nous concerner individuellement, mais pouvoir être adoptée par tout le monde. Elle doit donc pouvoir devenir une loi universelle, une règle valable pour tous.

2. Deux cas pratiques : le mensonge et le dilemme du tramway

2.1. Cas n°1 : Peut-on mentir ?

Benjamin constant, philosophe français, s'attaque au déontologisme de Kant en imaginant la situation suivante : si un ami à vous, poursuivi par un assassin, se cache chez vous, et que l'assassin frappe à votre porte et vous demande s'il est là : allez-vous mentir à l'assassin, ou dénoncer votre ami par devoir de véracité, par interdit moral du mensonge ?

Benjamin Constant, *Des réactions politiques* (1796)

Le principe moral que dire la vérité est un devoir, s'il était pris de manière absolue et isolée, rendrait toute société impossible. Nous en avons la preuve dans les conséquences directes qu'a tirées de ce dernier principe un philosophe allemand qui va jusqu'à prétendre qu'envers des assassins qui vous demanderaient si votre ami qu'ils poursuivent n'est pas réfugié dans votre maison, le mensonge serait un crime [...]. Qu'est-ce qu'un devoir ? L'idée de devoir est inséparable de celle de droits : un devoir est ce qui, dans un être, correspond aux droits d'un autre. Là où il n'y a pas de droit, il n'y a pas de devoirs. Dire la vérité n'est donc un devoir qu'envers ceux qui ont droit à la vérité. Or nul homme n'a droit à la vérité qui nuit à autrui.

Quels sont les arguments de Constant pour réfuter le devoir inconditionnel de ne jamais mentir ? À laquelle des deux grandes éthiques rattachez-vous cette réflexion ?

Kant répond à Benjamin Constant dans un ouvrage, "Du prétendu droit de mentir", dans lequel il défend sa position : il faut toujours dire la vérité, même à un assassin.

Emmanuel Kant, *D'un prétendu droit de mentir par humanité* (1797)

Avez-vous arrêté *par un mensonge* quelqu'un qui méditait alors un meurtre, vous êtes juridiquement responsable de toutes les conséquences qui pourront en résulter ; mais êtes-vous resté dans la stricte vérité, la justice publique ne saurait s'en prendre à vous, quelles que puissent être les conséquences imprévues qui en résultent. Il est possible qu'après que vous avez loyalement répondu oui au meurtrier qui vous demandait si son ennemi était dans la maison, celui-ci en sorte inaperçu et échappe ainsi aux mains de l'assassin, de telle sorte que le crime n'ait pas lieu ; mais, si vous avez menti en disant qu'il n'était pas à la maison et qu'étant réellement sorti (à votre insu) il soit rencontré par le meurtrier, qui commette son crime sur lui, alors vous pouvez être justement accusé d'avoir causé sa mort. En effet, si vous aviez dit la vérité, comme vous la saviez, peut-être le meurtrier, en cherchant son ennemi dans la maison, eût-il été saisi par des voisins accourus à temps, et le crime n'aurait-il pas eu lieu. Celui donc qui *ment*, quelque généreuse que puisse être son intention, doit, même devant le tribunal civil, encourir la responsabilité de son mensonge et porter la peine des conséquences, si imprévues qu'elles puissent être. C'est que la véracité est un devoir qui doit être regardé comme la base de tous les devoirs fondés sur un contrat, et que, si l'on admet la moindre exception dans la loi de ces devoirs, on la rend chancelante et inutile.

1. Quels sont les arguments de Kant pour défendre son devoir de dire la vérité, même si à un assassin ?
2. À quel principe du déontologisme ces arguments correspondent-ils ?

2.2. Cas n°2 : le dilemme du tramway

Une expérience de pensée, en philosophie, est une situation imaginaire qui permet de poser un problème, de tester des thèses philosophiques.

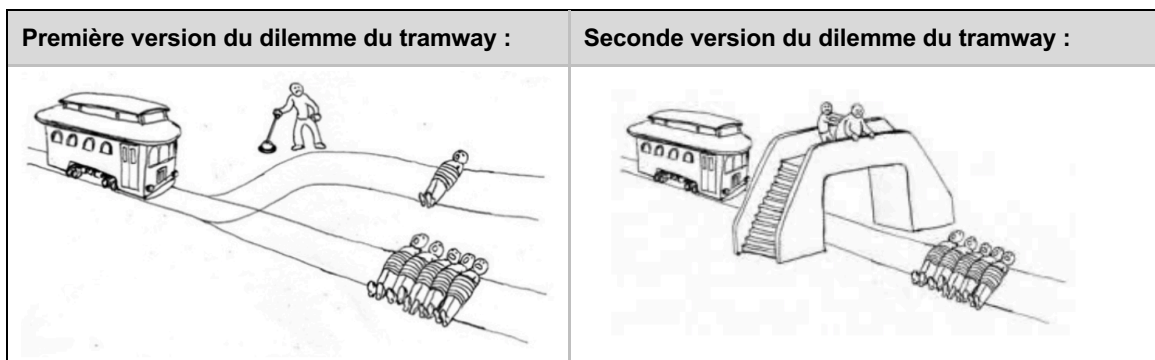
La philosophe Philippa Foot a imaginé en 1967 une expérience de pensée qui deviendra célèbre : **l'expérience du tramway fou**. Son scénario est le suivant : **le conducteur d'un tramway dont les freins ont lâché fonce vers une voie où travaillent cinq ouvriers ; il a la possibilité de dévier le tramway vers une voie où ne travaille qu'un seul ouvrier**. Que feriez-vous à sa place ?

Première version du dilemme

Ce dilemme du tramway de Philippa Foot a été adapté de très nombreuses fois et même testé sous forme de sondages. **Sa version classique nous place devant un poste d'aiguillage : c'est nous qui allons décider si nous devons dévier le tramway vers la voie où il n'y a qu'un seul ouvrier, afin d'en sauver cinq.**

Seconde version du dilemme

Une autre philosophe, Judith Jarvis Thomson, modifie ce scénario pour en approfondir le dilemme moral. Imaginons que nous soyons sur un pont, au-dessus d'un tramway incontrôlable qui fonce vers cinq ouvriers. Il y a à côté de nous un homme obèse. En le poussant par-dessus le pont, il fera dérailler le tramway et sauvera les cinq ouvriers. Que ferez-vous ?



Exercice : expliquez ce que feraient dans la situation du tramway fou un utilitariste et un déontologiste, et quels seraient leurs arguments.

	Que fait-il ?	Comment le justifie-t-il ?
Utilitarisme		
Déontologisme		